



Soutenez la vie de l'association en participant à

l'Assemblée Générale Ordinaire

qui se tiendra sur zoom en visioconférence le samedi 4 novembre à partir de 10 h 30

Un lien de connexion sera transmis la veille aux adhérents à jour de leur cotisation.

• TRIBUNE

L'attaque du Hamas résulte de la conjonction d'une organisation islamiste fanatique et d'une politique israélienne imbécile par Elie BARNAVI in *Le Monde* > pages 4 et 5

• CONFÉRENCE OUVERTE À L'INSCRIPTION

Algérie-Maroc : les nouveaux enjeux d'un conflit devenu structurel invitée Khadija MOHSEN-FINAN, > page 6

• CONFÉRENCE OUVERTE À L'INSCRIPTION À PARTIR DU 2 NOVEMBRE

Les difficultés de la représentation de l'islam en France invité Ghaleb BENCHEIKH, > page 7

• NOS PROCHAINES CONFÉRENCES JUSQU'EN JUIN 2024

> pages 8 et 9

• À LIRE

LE SIÈCLE TURC, 1923 - 2023

Sous la coordination de Akram Belkaïd > page 10

• NOUVEAU CYCLE 2023-2024 S'INSCRIRE et/ou FAIRE UN DON BULLETIN D'ADHÉSION > page 11

Édito

L'UE au défi de l'inflation structurelle



Par Sébastien ABIS
Directeur du Club DEMETER
et chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS)
Enseignant à l'Université catholique de Lille et à Junia, chroniqueur et auteur.
Membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN

De nombreuses déclarations, essentiellement politiques et médiatiques, ne cessent de marteler ces derniers mois, que l'inflation doit être combattue et qu'elle sera prochainement moindre ou nulle.

suite de l'édito en page 2



Vous pouvez dès à présent renouveler votre adhésion ou devenir membre de notre association et faire, si vous le pouvez, un don pour lui permettre de continuer à vous proposer des activités de qualité.

Les cotisations restent inchangées depuis plusieurs années :

- 60 € pour une personne seule
- 90 € pour un couple
- Gratuité pour les élèves et étudiants.

La lettre mensuelle vous informe sur les activités de l'association, les conférences programmées, les événements concernant la Méditerranée. Des ouvrages de personnalités œuvrant pour le rapprochement des deux rives de la Méditerranée, vous y sont proposés.

Association Euromed-IHEDN

Tél : 06 34 19 28 79

Contact entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr

Site www.euromed-ihedn.fr

Président : Jean-François Coustillière

Chargé de communication : Daniel Valla

AVEC
LE SOUTIEN
DE NOS
PARTENAIRES





suite de l'édito de Sébastien ABIS

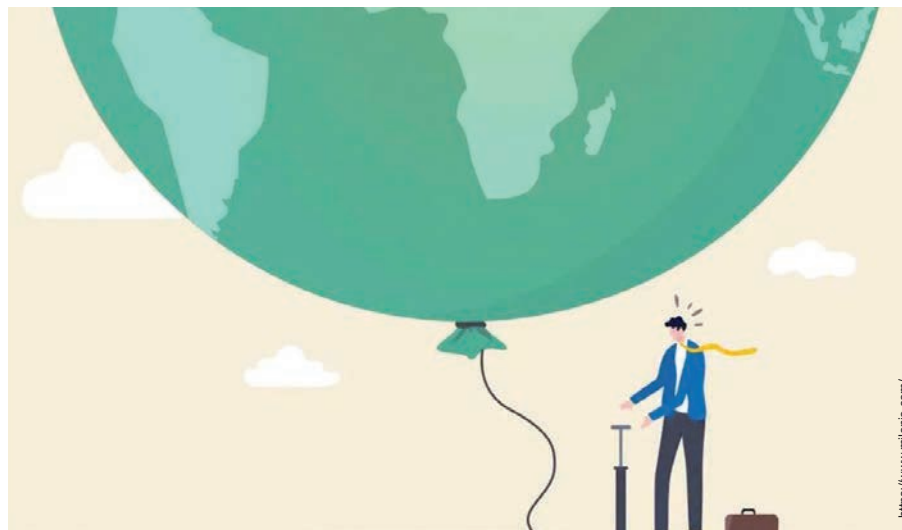
C'est aller très vite en besogne et à contre-courant de transitions stratégiques auxquelles nous devons nous habituer. Certes, nous avons eu des facteurs conjoncturels, liés aux chocs de la pandémie de Covid survenue en 2020, aux cours des matières premières et aux instabilités logistiques qui ne cessent depuis de s'affermir, sans oublier le détonateur supplémentaire que représente la guerre russo-ukrainienne depuis 2022, ces deux pays présentant des économies fortement exportatrices de minerais, d'énergies et de productions agricoles.

Nous devons toutefois tenir en compte l'ampleur de la greenflation, conséquence de ces multiples transitions menées sur le front climatique et dont le coût financier n'est

pas toujours entendu par celles et ceux qui pourtant réclame une action plus forte en matière de soutenabilité du développement. Selon le GIEC, la décarbonation des modes de vie, qui passe principalement par une rupture massive avec les énergies fossiles, exige des dépenses d'investissement au niveau mondial estimées entre 2500 et 4500 milliards... par an. C'est colossal. N'oublions pas que le pétrole s'est imposé à partir du 19ème siècle car il apportait une énergie peu chère, hyperefficace et facile à exploiter sur le plan technique (en tout cas bien plus que d'autres). L'or noir a fait s'accélérer le monde, a comprimé les coûts de pro-

duction et a facilité toutes les mobilités. Il a pollué cependant et sortir de cette dépendance au pétrole, ainsi qu'aux autres énergies fossiles (le charbon reste au niveau mondial à des taux records d'exploitation), sera long, complexe et hyper-coûteux. L'inflation en cours est donc multifactorielle, elle n'est pas que circonstancielle.

Or c'est bien là l'ennui, nos sociétés peinent à appréhender le change-



ment, surtout quand celui-ci les concerne au premier chef. Dit autrement, nous ne faisons pas converger nos valeurs avec nos dépenses. Le facteur prix reste déterminant, bien avant nos engagements. Et ce, d'autant plus, si le contexte socioéconomique se dégrade et comprime les pouvoirs d'achat des populations. Dans de telles circonstances, le vouloir d'achat s'estompe vite devant la réalité financière. Il est certain que la pandémie de Covid, avec son lot d'effets sur l'économie mondiale et les chaînes de valeur, pèse d'un poids notable dans la spirale inflationniste qui frappe depuis 2020 la planète et les pays du pourtour méditerranéen.

Il ne s'agit pas juste d'impacts en cascade des confinements et rythmes différenciés de reprise des activités. Il faut regarder à quel point la mondialisation se redessine, avec des blocs régionaux privilégiés et surtout des comportements opportunistes plus affirmés. Toutes les nations, dans une logique précautionniste, cherchent d'abord à défendre leurs intérêts, ce qui pour certaines se traduit par une multipolarisation des relations commerciales et un

souci de diversification des approvisionnements. Cette tendance s'amplifie avec le multialignement diplomatique que certains États déploient, selon ce triptyque désormais bien établi et assumé d'être

dans la coopération, dans la compétition et dans la confrontation sur cette scène géoéconomique internationale en pleine recomposition.

Les inégalités géographiques s'exposent avec une vigueur inédite, avec désormais plus de huit milliards d'habitants sur ce globe où les convoitises sur les ressources s'intensifient. Tout ce qui est précieux vaut cher, au sens propre comme au figuré. L'eau, l'alimentation, l'énergie mais aussi l'emploi, un revenu fixe, le calme ou encore la nature ne sont pas superfétatoires. De plus en plus d'individus, soumis au diktat de l'adversité quotidienne et privé du confort de la paix, en rêvent.



suite de l'édito de Sébastien ABIS

Pour les pays européens, cela signifie de sortir d'une candeur trop longtemps entretenue à propos de la marche du monde. Celui-ci accélère, innove et montre des besoins colossaux en termes de développement humain. L'Union européenne (UE) doit regarder le monde tel qu'il est, se ressaisir sur plusieurs pans productifs où une partie de la planète ne veut plus travailler pour entretenir la tranquillité voire l'oisiveté des sociétés du Nord, elles-mêmes concentrées sur des notions de bien-être, de loisirs et de droits. Tout cela est évidemment important. Mais les enjeux de sécurité à préserver, d'efforts à mener et de devoirs à cultiver se sont étiolés à mesure que l'on estimait les épreuves du passé comme révolues à jamais. Les Européens redécouvrent l'existence de risques sanitaires, comprennent que les conflits s'avèrent hybrides mais doivent encore intégrer que le prix de ce qui est vital ne saurait rester bas. L'alimentation peu chère est contraire à ce qu'elle apporte en matière de sécurité, de soutenabilité et de santé, tant individuelle que planétaire. La fin des Trente Glorieuses – cette période qui disons s'est étirée de 1990 à 2020 – est pour les Européens très douloureuse. Nous allons devoir reconsidérer l'essentiel du superflu, tout en décarbonant nos économies de manière bien plus rapide qu'au cours des dernières années.

Ce nouveau cycle socioéconomique, énergétique et industriel pour l'UE se double d'une permanence géopolitique: les voisinages sont peu favorables à l'endormissement stratégique. A part la Norvège et la Suisse, constatons que l'UE est entourée d'espaces

incertains (Royaume-Uni), inflammables (Balkans, Moldavie, Caucase), grondants (Maghreb), inquiétants (Sahel), combattants (Ukraine, Proche-Orient) ou revendicatifs (Golfe). Or la géographie reste têtue : l'Afrique et l'Indo-Pacifique sont bien évidemment des zones importantes pour l'UE et ses États membres, mais faut-il les prioriser ? Peut-on y aller, en survolant dans l'indifférence les enjeux et les turbulences de ces voisinages européens ? A la veille de nouvelles élections dans l'UE, n'est-il pas nécessaire de proposer un regard lucide et prospectif sur ce que nous réserve l'avenir ? Sauf à vouloir faire naviguer sa population, tel un Titanic, vers une immersion inévitable, l'UE ne peut plus avancer dans ce siècle en étant à la fois naïve, myope et amnésique. L'UE présente d'innombrables atouts, mais les oublie parfois ou les ignore. Elle reste le modèle d'intégration politique, sociale et économique le plus abouti et robuste de la planète. On s'émeut de l'alliance des BRICs et de blocs régionaux qui cherchent à se mettre en place dans le monde, mais rien n'est à la hauteur de l'UE. En outre, des règles communes et des solidarités concrètes y sont cultivés, quoiqu'on en dise et même si tout n'est pas parfait. La paix, dans les frontières internes de l'UE, règne depuis des décennies. Sachons prendre conscience de ces forces pour savoir à la fois mener les batailles nécessaires du climat et de la géopolitique. Il faut qu'elle le fasse en restant fidèle à ses valeurs, mais en sachant défendre ses intérêts. Sans excès d'ambitions et d'arrogances vis-à-vis du monde, sans insuffisance

d'attentions et d'actions envers ses voisinages. Et sans incohérences et instabilités dans cette politique de voisinage. A titre d'exemple, si l'initiative de la Communauté politique européenne (CPE), établie depuis 2022, est à saluer, quelle consistance lui donner désormais et comment expliquer que les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, autrefois concernés par la Politique européenne de voisinage (instaurée en 2004) et même appelés à être des partenaires stratégiques lors du lancement du processus de Barcelone (en 1995, une époque révolue !), n'en soient pas parties prenantes ? Est-ce à dire qu'ils ne sont plus dans ce cercle de premiers voisins ? Certes, ils n'ont pas la perspective d'une adhésion à l'UE chevillée au corps, mais l'UE est-elle prête à assumer ce choix et cette distinction géopolitique qui révèle un terrible embarras avec cet espace méditerranéen ? L'UE ne va-t-elle pourtant devoir aussi gérer l'inflation d'instabilités sur ce voisinage méridional, voire l'inflation de migrations de détresses dans les prochaines décennies, avec le risque de voir des populations s'installer en Europe, forcées par les violences de la guerre et de la nature, mais sans aucune envie d'en être. Cette inflation démographique pourrait donc aussi être une inflation de malaise sociétal, avec un vivre et faire ensemble européen aux oubliettes. Est-ce le projet le plus prometteur ? Assurément pas. Sans Méditerranée plus apaisée, plus riche, plus développée et plus soutenable, l'UE sera plus effrayée, plus pauvre, plus divisée et plus conjuguée au passé.



Elie Barnavi

L'attaque du Hamas résulte de la conjonction d'une organisation islamiste fanatique et d'une politique israélienne imbécile



Elie Barnavi a été l'ambassadeur d'Israël en France de 2000 à 2002. Historien et essayiste, il dirige le comité scientifique du Musée de l'Europe à Bruxelles.

Il est l'auteur de nombreux ouvrages, parmi lesquels :

- *Israël-Palestine, une guerre de religion ?* (Bayard, 2006),
- *Israël, un portrait historique* (Flammarion, 2015),
- *Dix thèses sur la guerre* (Flammarion, 2015).

Elie Barnavi est membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN

Ancien ambassadeur d'Israël en France, Elie Barnavi estime, dans une tribune au « Monde », que « cette mini-guerre du Kippour est, comme l'autre, susceptible de bouleverser les équilibres régionaux » et que « la prochaine Intifada est une question de temps ».

Il se produit dans l'histoire des événements à la fois surprenants et prévisibles. Tel fut l'attaque du Hamas contre les localités israéliennes de « l'enveloppe » de la bande de Gaza. Surprenant par le moment choisi, l'ampleur et l'audace inédites de l'opération et la dévastation qu'elle a provoquée, ainsi que, côté israélien, par la totale incurie des renseignements militaires et civils (Shin Beth) et le désarroi initial des forces de défense.

Des scènes de cauchemar : des combattants juchés sur des pick-up munis de fusils automatiques, façon Etat islamique, qui franchissent sans coup férir une formidable barrière érigée à coups de milliards et hérissée de senseurs technologiques dernier cri ; des terroristes

armés qui marchent une heure durant, sans rencontrer personne sur leur chemin, pour investir villes et kibboutz ; hommes, femmes et enfants tués à bout portant dans la rue ou dans leur maison, pris par dizaines en otages et emmenés de l'autre côté de la frontière, où les réseaux sociaux les montrent exhibés, battus, insultés ; des familles qui étouffent dans leurs abris et dont la radio répercute les appels désespérés à l'aide ; un reporter de radio gazaoui qui transmet en direct (!) depuis la cour d'un immeuble où opèrent les terroristes ; et, lorsque l'armée arrive enfin, des combats acharnés rue par rue, maison par maison, tout au long d'une journée, d'une nuit et une journée encore...

Prévisible

Surprenant, oui. Car enfin, comment l'armée la plus puissante de la région, l'une des premières au monde nous assure-t-on, comment des services secrets aussi performants, capables de localiser un chef terroriste au troisième étage à gauche dans un immeuble qui en compte trente, ont-ils été incapables de voir venir le coup, puis de le prévenir ?

C'est là qu'intervient le second terme : prévisible. Car ce que nous venons de subir n'est pas un décret du ciel. C'est la résultante d'une conjonction de deux facteurs : une organisation islamiste fanatique dont l'objectif déclaré est la destruction d'Israël ; et une politique israélienne imbécile à laquelle se sont accrochés les gouvernements successifs et que le dernier a portée à l'incandescence.



Elie Barnavi

L'attaque du Hamas résulte de la conjonction d'une organisation islamiste fanatique et d'une politique israélienne imbécile

Au fil des ans, un rapport de force s'est installé entre Israël et le Hamas, où ce dernier a fini par s'assurer une sorte de droit d'initiative. C'est lui qui décidait de la hauteur des flammes, en fonction de l'évolution de ses intérêts. Ainsi, que le Qatar, son financier, ne se montre pas assez généreux à son gré, ou assez rapide, il lui suffisait d'une salve de roquettes pour entraîner Israël dans une spirale d'où les habitants sortaient meurtris. Mais lui obtenait ce qu'il voulait au prix d'un cessez-le-feu nécessairement éphémère.

Pour sortir de ce cercle vicieux, il eût fallu que le gouvernement de Jérusalem imagine une solution : la réhabilitation politique de l'Autorité palestinienne couplée à celle, économique, de la bande de Gaza. Cela supposait toutefois la résurrection du « processus de paix », alors que le découplage des deux tronçons du territoire palestinien était précisément censé éviter cela. Le Hamas, finalement, était bien utile.

Atmosphère de guerre civile latente

Avec l'actuel gouvernement, cette « politique » a atteint son point de perfection. L'unique souci du premier ministre étant de s'extraire du mauvais pas judiciaire où il s'est fourré, il a composé sa coalition d'ultraorthodoxes et de nationaux-religieux messianiques – la version juive du Hamas –, dont l'Etat de droit est le dernier souci, et avec lesquels il a conclu un pacte faustien : à lui la tête des juges de la Cour suprême, à eux la « Judée-Samarie » biblique et le libre accès au mont du Temple, de plus en plus investi par les zélotes.

Comme on sait, ce pacte a eu un prix : l'insurrection civile de l'Israël démocratique et libéral, le coup grave porté à la cohésion de l'armée et des services, l'atmosphère de guerre civile latente qui s'est installée dans le pays. Le Hamas, comme le Hezbollah au Nord et son patron iranien à l'Est, a bien étudié la situation.

Mais les zélotes n'en ont eu cure, le premier ministre non plus. A la question de savoir où était l'armée au moment de l'attaque, la réponse est simple : en Cisjordanie.

Détail anecdotique : à la veille de l'attaque, un bataillon entier était affecté à la protection d'une prière publique et d'une « leçon de la Torah » sur la chaussée qui traverse la ville d'Huwara, au sud de Naplouse. Il n'en fallait pas davantage pour faire barrage à l'invasion des commandos du Hamas. L'opération du Hamas ne s'intitule-t-elle pas le « Déluge d'Al-Aqsa » ? La prochaine Intifada est une question de temps.

Mini-Kippour

Immanquablement, on a évoqué la catastrophe de Kippour, cinquante ans auparavant à un jour près. A juste titre. Même « conception » arrogante – ils n'oseront pas, ils savent qui nous sommes, ils ont tout à perdre et rien à gagner –, même surprise douloureuse, mêmes échecs initiaux... En un sens, c'est même plus humiliant aujourd'hui. A l'époque, on a eu affaire à deux armées nationales suréquipées et bénéficiant, en sus de l'effet de surprise, de la supériorité numérique. Aujourd'hui, même si le Hamas a beaucoup appris, il ne fait pas le poids face à Tsahal. Pis encore, pour la première fois depuis la guerre d'Indépendance, en 1948, il

a fallu se battre sur le sol souverain.

La comparaison s'arrête cependant là. La guerre du Kippour fut une épreuve suprême, existentielle ; pendant quelques jours, le pays a tremblé au bord du précipice. Rien de tel aujourd'hui, évidemment. Pour autant, ce mini-Kippour est, comme l'autre, susceptible de bouleverser les équilibres régionaux.

J'ignore sur quelle configuration il débouchera. Une chose, néanmoins, est certaine : le rêve de Benyamin Nétanyahou de s'entendre avec l'Arabie saoudite sur le dos des Palestiniens a du plomb dans l'aile. C'est un axiome de sa diplomatie, apparemment justifié par les accords d'Abraham de septembre 2020, que les Etats sunnites se moquent du sort des Palestiniens et que l'on peut faire la paix avec ceux-là tout en ignorant ceux-ci. Cela va s'avérer compliqué.

Qui sait, peut-être l'énigme de Samson va-t-elle se vérifier sur la terre où il l'a proposée aux Philistins (Juges, 14-14) :

« Du fort est sorti le doux. »





Inscrivez-vous pour participer **en direct** à la 208^e conférence d'Euromed-IHEDN mardi 7 novembre 2023 à 19 h

notre invitée sera Khadija MOHSEN-FINAN, sur le thème :

Algérie-Maroc : les nouveaux enjeux d'un conflit devenu structurel



Khadija Mohsen-Finan est politologue, rattachée au laboratoire Sirice de l'université de Paris 1 et membre du comité de rédaction d'Orient XXI.

Elle vient de publier un long article sur le contentieux algéro-marocain dans l'Annuaire français de relations internationales (juin 2023).

Vieux de plus de 60 ans, le conflit qui oppose Alger à Rabat avait d'abord éclaté pour des raisons de frontières et de leadership sur la région. A partir de 1975, il s'est cristallisé sur le dossier du Sahara occidental, ce conflit de décolonisation qui n'est toujours pas résolu et qui oppose officiellement le Maroc au Front Polisario pour la souveraineté de l'ancienne colonie espagnole au Sahara. Alger soutenant le mouvement de libération au nom du droit des peuples à s'autodéterminer, et le Maroc, revendiquant ce territoire au nom des droits historiques. La superposition des deux conflits, algéro-marocain et sahraoui a contribué à geler le conflit du Sahara occidental.

Mais le différend entre d'Alger et Rabat prend une dimension nouvelle avec la signature d'un accord qui stipule que Rabat normalise ses relations avec Israël, en contrepartie de la reconnaissance par Washington de la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental (2020).

Signé dans le cadre des accords d'Abraham, ce protocole déséquilibre fortement la relation entre le Maroc et l'Algérie, tout en introduisant un acteur nouveau au Maghreb : Israël.

Tandis que le double parrainage du Maroc par les États-Unis et par Israël semblait isoler l'Algérie, la guerre en Ukraine repositionne ce pays sur la scène régionale et internationale.

Dans le contexte de reconfiguration régionale et internationale que nous vivons, il paraît opportun de réinterroger l'efficacité des accords d'Abraham. Mais il paraît également important de réinterroger les notions d'alliés, amis et partenaires depuis la guerre en Ukraine. La notion de puissance lié au territoire mérite également réflexion.

Ce contentieux qui pèse déjà lourdement sur le Maghreb, en faisant obstacle à son intégration, entraîne d'autres pays dans une conflictualité qui n'est pas la leur et qui les contraint à faire un choix difficile entre Alger et Rabat.

**Suivez la conférence
en direct
et posez vos questions.**

L'inscription est obligatoire
pour recevoir le lien
et doit se faire par courriel :
entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr

Date limite d'inscription
membres ou non membres :
lundi 6 novembre à 23 h.

Membres et étudiants :
accès gratuit.

Inscription ponctuelle :
participation de 8 €,
payable par carte bancaire
via HelloAsso
sur le site de l'association :
www.euromed-ihedn.fr

**Pour participer
c'est très simple !**

Après vous être inscrit vous recevrez un lien qui vous permettra de vous connecter le moment venu.

À la fin de la conférence si vous souhaitez poser une question, signalez-le en cliquant sur « discussion » en bas de votre écran.



**Dès le 2 novembre, inscrivez-vous pour participer en direct
à la 209^e conférence d'Euromed-IHEDN
mardi 21 novembre 2023 à 19 h**

notre invité sera Ghaleb BENCHEIKH, sur le thème :

Les difficultés de la représentation de l'islam en France



Les pouvoirs publics éprouvent de grandes difficultés à trouver un ou des interlocuteur(s) pour parler au nom de la tradition religieuse islamique.

Nous passerons en revue les raisons de cet état de fait et les perspectives de les dépasser.

Ghaleb Bencheikh est un islamologue d'une double formation scientifique et philosophique, docteur de Sorbonne Université, auteur de nombreux ouvrages ayant trait aux problématiques contemporaines, à la laïcité et au fait islamique.

Il est président de la Fondation de l'Islam de France.

Il est producteur de l'émission *Questions d'islam* sur France Culture.

**Suivez la conférence
en direct
et posez vos questions.**

L'inscription est obligatoire
pour recevoir le lien
et doit se faire par courriel :
entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr

Date limite d'inscription
membres ou non membres :
lundi 20 novembre à 23 h.

Membres et étudiants :
accès gratuit.

Inscription ponctuelle :
participation de 8 €,
payable par carte bancaire
via HelloAsso
sur le site de l'association :
www.euromed-ihedn.fr

**Pour participer
c'est très simple !**

Après vous être inscrit vous recevrez un lien qui vous permettra de vous connecter le moment venu.

À la fin de la conférence si vous souhaitez poser une question, signalez-le en cliquant sur « discussion » en bas de votre écran.



Retenez les dates de toutes nos conférences...



mercredi 6 décembre
vidéo-conférence

avec pour invité

- Akram BELKAÏD

sur le thème :

**Quels projets politiques
pour les pays arabes ?**



jeudi 14 décembre
vidéo-conférence

avec pour invitée

- Virginie COLLOMBIER

sur le thème :

Libye, où va-t-on ?



mardi 9 janvier 2024
vidéo-conférence

avec pour invité

- Alexandre TAITHE

sur le thème :

**La Méditerranée
entre deux Pôles**



jeudi 18 janvier
vidéo-conférence

avec pour invité

- Pierre VERMEREN

sur le thème :

Déni français



mercredi 20 décembre
vidéo-conférence

avec pour invité

- Philippe DEZERAUD

sur le thème :

**Enjeux et défis
de la territorialisation
de la Méditerranée**

Euromed-IHEDN
pour une meilleure connaissance
de la région euro-méditerranéenne
dans toutes ses dimensions



jeudi 1er février
vidéo-conférence

avec pour invité

- Tarik YILDIZ

sur le thème :

**De la fatigue d'être soi
au prêt-à-croire :
lutter contre la délinquance
pour combattre
le radicalisme islamiste**

... programmées jusqu'en juin 2024



jeudi 15 février
vidéo-conférence
avec pour invité

- Xavier BARON

sur le thème :

Quel avenir pour la Syrie ?

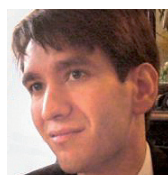


jeudi 4 avril
vidéo-conférence
avec pour invité

- Alain CHOUET

sur le thème :

**Ingérences de la Turquie
et de certains pays du Golfe
dans la situation intérieure
de la France**



mardi 14 mai
vidéo-conférence
avec pour invité

- Tancredè JOSSERAN

sur le thème :

**Qu'attendre de la Turquie
après les dernières
élections présidentielles ?**



mardi 28 mai
vidéo-conférence
avec pour invité

- Mathieu GUIDÈRE

sur le thème :

**Tous traumatisés :
du terrorisme
à la *décivilisation*,
les Français
face à la violence**

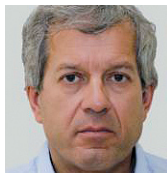


mardi 12 mars
vidéo-conférence
avec pour invitée

- Laurence SERRA

sur le thème :

**Deux épaves
en Méditerranée,
ou une histoire
du commerce du soufre**



jeudi 25 avril
vidéo-conférence
avec pour invité

- Flavien BOURRAT

sur le thème :

**Émergence
de bouleversements
géostratégiques
au Maghreb**



avec pour invité

- Bernard HOURCADE

sur le thème :

Les grands axes de la stratégie internationale de l'Iran

En présence
du public
à Marseille
et à Paris

A Marseille le mardi 4 juin
en L'Hôtel de Région
à confirmer

A Paris le jeudi 6 juin
amphi de l'École de guerre
de l'armée de l'air
à confirmer



jeudi 21 mars
vidéo-conférence
avec pour invité

- Aboubakr JAMAI

sur le thème :

**Les causes
de la dégradation
des relations
franco-marocaines**

Euromed-IHEDN pour

- Approfondir
la connaissance des relations internationales
- Apporter des clefs de lecture
des crises et conflits qui s'y déroulent,
- Contribuer à la découverte
des coopérations en région méditerranéenne
notamment sur les questions
de défense et de sécurité



mardi 18 juin
vidéo-conférence
avec pour invité

- Jean-François DAGUZAN

sur le thème :

**De quels atouts dispose
l'Union européenne
pour promouvoir ses intérêts
en Méditerranée ?**

> Une plongée dans l'histoire pour comprendre l'« aspiration européenne » de la Turquie contemporaine



La République turque a 100 ans.

Combinant archives et articles inédits, cette nouvelle livraison de *Manière de voir* retrace les grandes étapes de la modernisation d'un pays héritier de l'Empire ottoman et examine les clivages politiques et culturels qui déchirent encore sa société. Elle aborde aussi les multiples alliances et confrontations géopolitiques qui font de la Turquie un acteur de poids au Proche-Orient.

Un pont entre l'Europe et le Proche-Orient

Le Monde diplomatique MANIÈRE DE VOIR

1923-2023 LE SIÈCLE TURC

Le siècle Turc, 1923 - 2023
 Numéro coordonné par Akram Belkaïd

Le Monde diplomatique ambitionne de faire vivre un journalisme affranchi des pouvoirs et des pressions. Une liberté qu'il doit essentiellement à ses acheteurs et abonnés.

Manière de voir #191,
 octobre - novembre 2023

Disponible en édition papier en kiosque et électronique sur le site du Monde diplomatique
<https://www.monde-diplomatique.fr/mav/191/>



Association Euromed-IHEDN - Nouveau cycle 2023/2024

Association reconnue d'intérêt général

Complétez et envoyez ce bulletin

- **Par voie postale**, Association Euromed-IHEDN 48 rue Emile Gimelli – 83000 TOULON ● **ou par courriel** à entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr

Choisissez comment effectuer votre règlement

- **Par voie postale**, en établissant une chèque à l'ordre de Association Euromed-IHEDN et en y joignant ce bulletin complété à l'adresse suivante : Association Euromed-IHEDN 48 rue Emile Gimelli – 83000 TOULON
- **En ligne par Carte Bancaire** sur www.euromed-ihedn.fr ● **ou par virement bancaire** RIB de l'association sur demande.

Nom Prénom

Prénom du conjoint *si adhésion en couple*

Adresse

Ville

Code postal

Courriel

Tél.

L'association vous remercie de votre confiance et de votre fidélité

J'adhère au **Cycle 2023/2024**

Je souhaite devenir membre ou renouveler mon adhésion à l'association Euromed-IHEDN

Je règle la cotisation annuelle d'un montant de
cocher la case correspondant à votre choix :

60 € : adhésion individuelle

90 € : adhésion couple

Étudiant : adhésion gratuite
copie de la carte annuelle exigée

La qualité d'adhérent donne lieu à l'attribution d'une carte de membre actif d'Euromed-IHEDN valable pour la durée du cycle en cours : septembre 2023 à juillet 2024.

Soutenez l'association en faisant un don défiscalisable

Bulletin de générosité

L'association vous fournira l'attestation donnant droit à la réduction fiscale

Je soutiens l'association Euromed-IHEDN dans ses projets en faveur de la sensibilisation aux enjeux euro-méditerranéens.

Je désire bénéficier de la réduction fiscale prévue

Comment réduire votre impôt sur le revenu

66 % du montant de votre don sont déductibles de votre impôt sur le revenu *dans la limite de 20% de votre revenu imposable.*

un don de **100 €**

ne vous coûtera réellement que 34 €

Je fais un don

de €

Pour chaque don vous recevrez un reçu fiscal.

